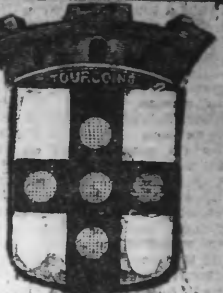




L'ÉGALITÉ

de Roubaix - Courcoing



ABONNEMENTS

| | | |
|------------|----------|--------|
| Trois mois | Six mois | Un an |
| 4 fr. 50 | 9 fr. | 18 fr. |
| 5 fr. 50 | 12 fr. | 22 fr. |

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES

ON REÇOIT LES ANNONCES

A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

LA SANTÉ DE GUESDE

Paris, 22 décembre.
Les journaux réactionnaires et opportunistes ont publié, hier, d'après le Temps, sur la santé de Jules Guesde, une information qui a vivement ému les nombreux amis du député de Roubaix.
Nous avions la nous-mêmes cette alarmante nouvelle, mais avant de nous en faire l'écho, nous avons tenu à nous renseigner à une source autorisée.
Or, voici la dépêche que nous venons de recevoir de notre ami Carnaud :
Marseille, 22 décembre, 9 h. soir.
Jules Guesde beaucoup mieux ; son état n'inspire pas d'inquiétude. Rassurez-vous.
GAINAUD.

RA PATRIÉS DE MADAGASCAR

Port-Vendres, 22 décembre.
L'affrété Chandernagor est arrivé à Port-Vendres.
Malgré le mauvais temps, aucun décès ne s'est produit sur le Chandernagor pendant sa traversée d'Oran à Port-Vendres.
Le Chandernagor, attendu avant-hier, avait été retardé par la tempête et obligé de croquer devant la côte d'Espagne.
Les arrivés du Chandernagor, un train vient se ranger devant le transport pour prendre soixante-dix rapatriés destinés à Nîmes et à Perpignan.
Il y a eu vingt-huit décès de Madagascariens en Algérie.
Les rapatriés du Chandernagor sont beaucoup mieux portants que ceux ramônés à Port-Vendres par les précédents transports.

PORT-VENDRES, 22 décembre.

Le transport le Liban vient d'arriver. Il ramène six cents rapatriés.
Il a son bord le colonel et le drapeau du 206e de ligne, régiment qui, on le sait, a été presque complètement décimé.
Un soldat de ce régiment, le dernier peut-être, est mort sur le transport quelques heures avant son arrivée.

MARSEILLE, 22 décembre.

Le paquebot Iracouaddy des Messageries Maritimes est entré hier soir dans le port.
Il avait à son bord 141 sous-officiers et soldats d'infanterie et d'artillerie de marine, et des marins de la flotte, tous convalescents ou libérés. Toutefois, quinze hommes ont été évacués sur l'hôpital militaire et les autres mis en subsistance au 141e régiment de ligne, à la caserne Saint-Charles.
L'Iracouaddy a eu à subir un gros temps dans la Méditerranée.
Les journaux de Madagascar, arrivés par l'Iracouaddy, ne contiennent rien d'intéressant.

LES CAISSES D'ÉPARGNE

Paris, 22 décembre.
Voici le relevé des opérations concernant les caisses d'épargne ordinaires, du 11 au 20 décembre 1895 :

| | |
|----------------------|---------------|
| Depuis de fonds | 4,201,434,501 |
| Retraits de fonds | 7,511,756,911 |
| Excédent de retraits | 3,310,322,410 |

On aura l'excédent de retraits de ce montant, ce qui est un signe de prospérité sociale.

LES CHEVALIERS DU TRAVAIL

New-York, 22 décembre.
La scission depuis longtemps prévue dans cette organisation jadis si puissante est actuellement un fait accompli. Sur les 30,000 hommes qui composent cette organisation, 20,000 appartenant au parti socialiste ont démissionné, décidés qu'ils sont de fonder une association propre qui réponde mieux au principe du mouvement ouvrier socialiste que les « Chevaliers du travail » se peuvent admettre dans leur.

DÉSORDRES EN ESPAGNE

Madrid, 22 décembre.
L'ordre a été troublé à Tarragone dans la province de Saragosse, au sujet d'une question d'octroi. Le gouvernement a chargé la foule et a fait feu.
Quelques personnes ont été blessées.
Le gouverneur de Saragosse s'est rendu à Tarragone où il a rétabli l'ordre. (Style Cosquío).

UN TRAIN EN FEU

Moscou, 22 décembre.
Un incendie a éclaté dans un wagon de la ligne de Sibérie. La famille du comte Golovine se trouvait dans ce wagon ; sa femme et deux enfants ont péri dans les flammes, le comte a pu s'échapper en sautant du train en pleine marche.

L'INSURRECTION OUBAINE

Madrid, 22 décembre.
D'après une dépêche du Havre, on croit que les insurgés ont pénétré dans la province de Matanzas par Palma Solo, après avoir eu une vive rencontre avec les troupes du colonel Hernandez.

MISÈRE DE NOS MARINIER

Bourges, 22 décembre.
Les marins du canal de Berry et du canal latéral à la Loire sont vraiment très éprouvés. Après l'hiver rigoureux du commencement de l'année, ils furent immobilisés pendant près de trois mois jusqu'au milieu d'octobre, par les travaux effectués au pont viaduc de Gâtin.
Plusieurs centaines de bateaux furent en retard au des travaux et la misère fut grande parmi les équipages.

Aujourd'hui, la situation se trouve être la même au Gâtin, par suite d'un accident qui pouvait avoir de terribles conséquences. A la suite des crues et des pluies, une fissure s'est produite dans la partie du pont-canal sud-ouest et, sans de grandes précautions, le pont-viaduc aurait pu être emporté ; à raison de cet accident, le service de la marine est arrêté : plus de 500 bateaux, comprenant une population de plus de 2,000 personnes, attendent la fin des réparations.

2000 GRÉVISTES A GAND

Gand, 22 décembre.
Le nombre d'ouvrières de fabrique en grève est actuellement de deux mille.
Les rattacheuses et les femmes travaillant dans la corderie de la filature Em. De Smet et Cie, rue aux Laines, ayant cessé le travail, tous les ouvriers de cet établissement ont dû être congédiés : ils sont au nombre de huit cents.
Les filices et les ouvrières de la fabrique « La Liève » réclament une augmentation de salaire. La direction a promis cette augmentation pour la nouvelle année, mais les ouvrières n'ont pas voulu accorder le délai demandé.
On annonce pour aujourd'hui un meeting pour les ouvriers liniers ; cette réunion se tiendra au « Valentinois ».
Le bruit court que toutes les lineries gantoises se mettraient en grève à bref délai.
Les grévistes se réunissent journellement au Vooruit.

ACCIDENT DE CHEMIN DE FER

Milan, 22 décembre.
Le nommé Vaissade, serre-frein d'un train de marchandises, est tombé de sa viegie près d'Aguessa. A ce moment passait un train de voyageurs qui a écrasé le crâne. La mort de ce malheureux, qui habitait Severac, a été instantanée.
(Voir en Dernière Heure.)

BULLETIN DU JOUR

CHOSÉS D'ALGÉRIE

— Les phosphates... L'affaire des phosphates... Le scandale des phosphates... Qu'est-ce que c'est que ça ?
— C'est tout bonnement un Panama algérien avec députés, fonctionnaires, financiers — toute la lyre — en train de se noyer en de débordants pots-de-vins (pots-de-vin, c'est un peu le mot) et en échange de beaux deniers comptants — le pot-de-vin est décidément dans les mœurs de nos fonctionnaires ! — à des entrepreneurs anglais.
Samedi, la Chambre a été saisie de ces faits. Elle a entendu notamment notre ami Vignati et M. Thomson, un député algérien qui a vainement essayé de réfuter les critiques aussi éloquentes que judicieuses formulées par le député socialiste de la Seine.
Aujourd'hui, le débat continuera et il viendra s'y greffer la question, toujours d'actualité, de l'administration de cette pauvre colonie algérienne livrée, depuis la conquête, à une bande de rastaqs qui tripotent avocia dernière imprudence, car ils ont été, jusqu'à ce moment, à l'abri de tout contrôle sérieux.
— Comment se fait-il, se sont dit les interpellateurs de ceans, que la France possédant des ressources très considérables d'un excellent phosphate, ait pu bénévolement les livrer à des étrangers ?
Il est probable que le gouvernement sera invité à retirer l'exploitation de ces richesses aux anglais qui ne l'ont obtenue que par la fraude et la corruption.
Mais, mis en demeure de retirer à des étrangers la concession des mines de phosphates, le gouvernement l'accordera-t-il à quelque Suberbie ou à quelque Bavier-Chauffeur ?
Ce serait tomber de Charybde en Scylla. Une seule solution nous semble pratique.
Dans son programme, le Parti Ouvrier Français demande le retour à la nation des concessions minières. M. Goblet lui-même, a reconnu l'existence de cette mesure demandée par nos Congrès et il n'a pas hésité à se l'approprier. Pourquoi l'Etat n'entrerait-il pas dans cette voie en s'emparant des gisements des phosphates algériens ? Il trouverait là une source de revenus qui n'est pas à dédaigner.
En effet, la France consomme annuellement 500,000 tonnes de phosphates d'Algérie, l'Angleterre 800,000 et l'Allemagne à peu près autant. Le bénéfice net par tonne est, au minimum, de dix francs tous frais d'extraction déduits. A ce compte, si l'Etat exploitait lui-même les gisements algériens, il ferait donc entrer annuellement dans ses caisses, la respectable somme de vingt et un milliards.
Voilà un moyen de boucher un des nombreux trous du budget !
Espérons que nos députés qui n'ont pas encore nationalisé les mines d'Anzin, trouveront l'occasion bonne pour crever Jms. l'œil, les Casimir de Tebessa et d'ailleurs.

G. SIAUVE-EVAUZY.

LE SOCIALISME ALLEMAND

Persécutions Impériales

Si nous devons avoir pour règle de ne point nous immiscer dans les affaires intérieures des autres peuples, résolu que nous sommes à ne permettre à quiconque de se mêler des nôtres, il ne nous est pas interdit, cependant, de suivre d'un oeil attentif les luttes des partis dans les pays voisins.
Notre curiosité est deux fois légitime quand c'est de l'Allemagne qu'il s'agit et de la bataille qu'y soutient le parti socialiste contre l'empereur.
Dans un grand discours qu'il a prononcé au Reichstag, Bebel a rappelé dans quelles circonstances la lutte avait été engagée par le gouvernement impérial contre son parti.
On sait qu'au moment où l'Allemagne poursuivait contre nous la guerre déchaînée par la criminelle légèreté de Napoléon III et les impudentes falsifications de M. de Bismarck, des socialistes allemands eurent le rare courage de s'élever, en plein triomphe, contre le crime médié par leurs gouvernants. Ils payèrent de leur liberté cette héroïque protestation.
Ils l'ont renouvelée, il y a quelques mois, au milieu des fêtes célébrées par nos vainqueurs pour la commémoration de Sedan.
Bebel, une troisième fois, en leur nom, a élevé leur véhément protestation devant le Reichstag.
« Les socialistes, a-t-il dit, ont protesté et protestent encore contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, parce que cette annexion est la cause de la désastreuse paix armée et de l'inimitié entre la France et l'Allemagne. »
« Les expériences de ces vingt-cinq années, a-t-il poursuivi, justifient les protestations des socialistes, qui ont déploré la célébration de douloureux et sanglants anniversaires, parce qu'elle constitue une provocation à l'égard des vaincus. »
Et Bebel a pu ajouter que les socialistes payaient cher cette manifestation de leurs sentiments.
De puis, en effet, le 1er août dernier, c'est-à-dire depuis qu'on commença à se produire les commémorations bruyantes des victoires remportées sur nous en l'année terrible, et en même temps, les éclatantes protestations des socialistes, les procès ont plu comme grêle sur leurs têtes.
Il n'a pas été prononcé, pour lésamajesté, moins de cinquante-cinq condamnations, qui représentent le total coquet de trente et un ans et deux mois de prison, plus cinq mois de détention.

Et, ce qui donne à penser, les socialistes n'ont pas été seuls à participer à cette abondante distribution. Loin de là. Ce sont de simples citoyens, des ouvriers, des artisans, dénoncés pour avoir tenu des propos irrespectueux à l'adresse de l'empereur, qui ont récolté la plus grosse part de cette moisson.
Un tel état de choses n'est pas à coup sûr très flatteur pour le gouvernement même qui provoque ces poursuites, et l'orateur socialiste a pu dire avec raison que le prestige de l'Allemagne ne devait guère se trouver rehaussé, aux yeux de l'étranger, par l'attitude d'un souverain qui représente, à chaque occasion, la révolution comme imminente.

Ce qui est plus inquiétant encore pour le gouvernement impérial, ce sont les résultats qu'il a obtenus jusqu'ici par ce déploiement de rigueurs.
Dès sa réunion, le Reichstag lui-même a manifesté ses sentiments, en prononçant la suspension des poursuites en faveur de six députés socialistes.
Quant au pays, il semble que cette réaction exaspérée, loin de le détourner des idées nouvelles, l'y achemine au contraire plus sûrement.
Une circonscription électorale, ré-

putée jusqu'à ce jour comme une des forteresses du parti conservateur, avait à donner un successeur au fameux baron de Hammerstein. Les voix socialistes ont assuré la victoire inattendue du candidat national libéral.
On a brutalement dissous les organisations, les comités socialistes. On a, sans succès, essayé de mettre la main sur la caisse du parti socialiste. Ces manifestations de l'arbitraire gouvernemental n'ont ni surpris, ni dévouté le parti contre lequel l'empereur vient de se faire une si violente campagne.
Comment, au reste, les socialistes s'en laisseraient-ils émouvoir ? Ils ont connu la poigne autrement dure du chancelier de fer ; le grand et le petit état de siège, toutes les vexations, toutes les iniquités.
Ils ont vérifié une fois de plus que les partis vraiment forts n'ont rien à craindre et tout à attendre de la persécution. Ils sont partis de chaque épreuve plus unis et plus redoutables.

C'est une leçon qui ne doit pas profiter seulement aux hommes de courage et de foi qui, là-bas, luttent pour les idées d'émancipation et de solidarité sociales.
Profitez des trêves qui nous sont offertes, mais n'oubliez pas que la bataille peut recommencer demain et faisons en sorte qu'elle nous trouve prêts et armés.
A. MILLERAND.
Député de la Seine.

LE PRÉFET DOUX

(De notre Correspondant Particulier).
Tulle, 22 décembre.
Au 4 septembre 1870, on trouva dans le cabinet de l'empereur aux Tuileries une note-livre curieuse sur les préfets de l'Empire : celle relative au baron Michel, préfet de la Corrèze portait : « Manque totalement de tenue et de conscience, ne serait pas supporté dans un département autre que celui de la Corrèze, où les habitants ne sont pas en général très gâtés en fait de préfets. »
Vous conviendrez que la République ne nous gâte guère plus que l'empire : elle a même la main encore plus malheureuse en nous envoyant le préfet Doux qui manque de bien autre chose que de tenue et de conscience, et dont la seule annonce de sa nomination a produit un effet déplorable dans les villages les plus reculés.
Les journaux arrivent aujourd'hui partout et tout le monde, ici comme ailleurs, dans toute la France, connaît les tristes exploits de Carmaux. Le préfet Doux aura beau inonder notre département des articles enthousiastes du Télégraphe, sur ses qualités administratives hors ligne (il ne parviendra pas à donner le change à l'opinion).
Nous sommes étonnés que le cabinet Bourgeois qui a été accueilli en Corrèze avec joie, nous ait envoyé un homme discrédité, démonté, qui est désormais impossible à faire le bien, quelque part qu'on l'envoie ; il n'y avait vraiment qu'à lui rendre l'ordre jusqu'à la mâchoire.
Il est bon qu'à l'annonce de la guerre des partis, N'en doutez pas, la lutte va recommencer plus violente que jamais. Il va falloir « reprendre son souffle et ses cartouches », comme disait Proudhon.

LE PANAMA

(D'un de nos correspondants parisiens).
Les papiers de M. Laguerre
Paris, 22 décembre.
Voici des renseignements sur la perquisition pratiquée à Melun pour retrouver les dossiers possédés par M. Laguerre :
Un ouvrier tailleur de pierres, ancien forgeron, nommé Auguste Floquet, se présentait jeudi dernier au parquet de Melun et faisait la déclaration suivante :
« J'apprends que l'on recherche partout dans les papiers de M. Laguerre, Or, je crois de mon devoir de vous avertir que je suis en possession de nombreux dossiers et livres, remplissant sept paniers, cachés chez moi d'après ses ordres, mais que j'ai retenus jusqu'à ce jour parce qu'il ne me remboursait pas le salaire qu'il doit à ma femme et à moi, environ 500 fr. »
« J'ignore ce que sont ces papiers, mais ne voulant pas être accusé ni inquiété, je suis venu vous trouver pour dégager ma responsabilité. »
« Il faut que vous sachiez, ajoute le correspondant, que M. Laguerre a habité toute ville pendant deux années environ, alors qu'il cherchait à former un barreau à Melun. A ce moment, il avait comme femme de ménage Mme Floquet ; le mari

et la femme venaient garder la maison et nourrir les nombreux chiens du maître lorsqu'il était absent.
Auguste Floquet est un excellent ouvrier d'une conduite exempte de tout reproche. Quelque temps avant de quitter Melun, en 1894, M. Laguerre l'avait supplié d'emporter chez lui tous ses papiers, dossiers et livres, à l'abri de toutes recherches.
— Sauvez-moi tout cela, vous ne m'en rendrez grand service ! lui avait dit M. Laguerre.
Floquet emporta les sept paniers remplis par M. Laguerre lui-même. Quand l'avocat pour les réclamer, l'ouvrier marbrier lui demanda s'il était chargé de régler les comptes. Comme l'envoyé n'avait pas reçu cette mission, il dut se retirer sans rien emporter.
On a vu plus haut comment le brave homme, ayant pris peur, a fait connaître l'existence de ce dépôt précieux.
La descente de justice a eu lieu au n° 64, rue Saint-Lieue.
De nombreux documents ont été trouvés en bon état et à peine dissimulés dans un petit bâtiment servant de débarras.
Tout a été saisi, soigneusement scellé et emporté à Paris le soir même par l'envoyé spécial de la sûreté.

CHRONIQUE

LE BON CURÉ !

... Ces saints hommes, modestes, doux, qui exercent leur ministère de charité dans les campagnes, dévoués et patients n'ayant sur le dos qu'une méchante soutane, se privant de tout pour les pauvres... Oh ! de ceux-là vous n'avez rien à dire !
Encore une légende sur laquelle il est bon d'éclaircir la conscience publique. Certes le personnage du pittoresque, il est fort utile aux sentiments et au bon sens. Mais, avec son Abbé Constant, s'est fait de bonnes rentes. Voici même que depuis quelque temps, au théâtre, on voit reparaître, au dénouement, le vieux bûcheron à cheveux blancs, qui récoule les problèmes les plus compliqués d'un coup de goufflon.
La vérité.
Un fils de paysan, bon à rien, avant tout profondément fainéant, reculant devant l'apre travail de la terre, épouvanté sur tout d'avoir à gagner sa vie.
Regardez-les, ces deux curés ! Les gens solides et robustes, avec des épaules de porcs et des cuisses de bœuf, avec des robes de chambre et de santé impeccable. Dans une profession à turbin, ces matous-là feraient grosse besogne et leurs biceps se feraient à merveille avec la pierre ou le fer !
Point « ils ont la vocation ». Je le crois. La vocation de la femme, de l'égoïsme et... de l'autorité.

EXTRADITION DE CORNELIUS HERZ

Paris, 22 décembre.
Le gouvernement a repris ses négociations en vue d'obtenir l'extradition de Cornelius Herz.
Il a demandé de nouvelles constatations médicales. Mais le négocié sur un autre point : celui de savoir si le cabinet anglais consentirait pas à une modification de la législation existante en vue de permettre au juge de Bow-Street de se déplacer et d'aller interroger Cornelius Herz dans sa résidence de Bournemouth. Le précédent ministre anglais avait paru favorable à ce changement de procédure ; il s'agit de savoir si le ministère actuel serait dans les mêmes dispositions.

M. LOUBET CHEZ M. ESPINAS

M. Loubet a eu hier un entretien avec M. Espinas, juge d'instruction au Palais de Justice.
Il était près de quatre heures quand l'ancien président du Conseil est sorti du cabinet du juge.

M. ROYÈRE ET SOUDANT

M. Georges Royère a succédé à M. Loubet. La déposition qu'il a faite a duré deux heures.

APRÈS M. GEORGES ROYÈRE, L'INSPECTEUR PRINCIPAL DE LA SÛRETÉ SOUDANT A-ÉTÉ INTRODUIT À SON TOUR. IL A FAIT QUE RÉPÉTER CE QU'IL AVAIT DÉJÀ PRÉCÉDÉMENT. IL A AJOUTÉ TOUTEFOIS QU'EN PARTANT AVEC M. DUPAS À LA RECHERCHE D'ARTON, IL N'AVAIT QU'À EXÉCUTER LES ORDRES QUE LUI DONNAIT LE SECRÉTAIRE DE M. SOUBOURT ET NON À LES COMPRENDRE.

« Je suis certain, a-t-il déclaré très loyalement, que M. Dupas ignorait, à ce moment la retraite d'Arton. »
A sept heures et demie, M. Espinas quittait son cabinet et allait, comme il le fait chaque soir avant de rentrer chez lui, conférer avec le procureur de la République.

M. SOULIGOUX

Dupas était alors reconduit à Mazas.
Dans la même voiture se trouvait M. Souligoux, qui avait été amené au cabinet d'instruction. M. Souligoux avait demandé à voir Mme Delattre et quelques-unes des personnes avec lesquelles il était en relations d'affaires. C'est pour cela qu'on l'avait momentanément sorti de Mazas.
Le bruit court que M. Royère est définitivement inculpé dans l'affaire Arton-Dupas.

IL EST FOU !

PERQUISITIONNONS

M. Ribot sort de chez le juge d'instruction dans un état d'agitation visible. Il rentre chez lui à pied afin de prendre l'air et de se calmer le sang, et tout en marchant, il met en ordre ses pensées.
M. RIBOT, faisant de grandes enjambées sur les trottoirs. — Ah ! ah ! c'est comme cela ! On me force à aller chez des juges d'instruction, moi Ribot ! Eh bien ! nous dirons... Il y a juste-ment longtemps que je n'ai pas ri, ça se trouve bien ! Ah ! vous voulez des perquisitions ? Vous en aurez ! Vous voulez des arrestations ? Vous en aurez aussi ! Je ferai arrêter dix personnes, s'il le faut ! J'en ferai arrêter vingt ! J'en ferai arrêter cinquante !
UN PASSANT, le regardant machinalement. — Voilà un monsieur qui n'a pas l'air content.
M. RIBOT, au passant. — Hein ! Qu'est-ce que vous dites ? Et vous aussi, je vous ferai arrêter !
LE PASSANT, étonné. — Moi !
M. RIBOT. — Vous, oui, vous ! Et pas plus tard que dans cinq minutes. (Il cherche des yeux un gardien de la paix).
LE PASSANT, s'esquivant prudemment.
— Oh ! oh !... filons !
M. RIBOT, continuant sa route. — Et je ferai perquisitionner chez tout le monde, vous m'entendez ! Chez tous les députés, chez tous les sénateurs, chez tous les conseillers municipaux, et chez tous les électeurs ! Je ferai perquisitionner même chez les femmes ! Je ferai perquisitionner chez la belle Otero et chez Liane de Pougy ! J'enverrai des commissions rogatoires dans le monde entier ! A la Réunion, chez Soimour ! A Madagascar, chez l'appartement de la Reine ! Au Japon ! En Chine ! A Venise ! Partout ! Jusqu'à ce qu'on ait trouvé des lettres prouvant que je n'ai jamais connu Dupas, ni Arton, ni Cornelius Herz, ni Loubet, ni personne ! Hé ! hé ! (Il rit bruyamment).
UN GARDIEN DE LA PAIX, s'approchant de lui. — Vous n'êtes pas malade, monsieur ?
M. RIBOT. — Ah ! voyez enfin un agent de police ! Arrêtez-moi tous ces gens-là... (Il montre les passants) et allez perquisitionner chez eux... Et quand vous aurez perquisitionné chez tout le monde, vous irez perquisitionner chez moi ! (Réflexivement). C'est peut-être même le meilleur moyen de savoir la vérité !

Alfred Capus.

Croit-il ? votre bon curé, ne croit-il pas ? Problème ! Peut-être en sa première jeunesse a-t-il eu quelques illusions sur l'exaltation de la patrie, détournée sur ces choses mystérieuses, lui a donné des priures de foi ! Mais il a fait pour à ses supérieurs qui ne veulent point qu'on pense ni qu'on raisonne. Et, comme le prêtre de Lourdes — de Zola — il joue la perpétuelle comédie du sacrifice.
Par habitude, par routine, par hypocrisie dans le sang et dans les moelles, il manipule ses ingrédients de messes comme un prestidigitateur manie des boules et des gobelets. Il genuflecte, il guignoles des pieds et des mains, du ventre, et au fond il n'en croit pas un mot. Seulement si poltron, il ne se l'avoue même pas à lui-même ! Il a si grand peur de la vérité — parlois taquillante pour son reste de conscience — qu'il s'engourdit par le ronronnement du bréviaire ou des oraisons sourdement éjaculées.
Sa charité ! parlons-en. Pour soulever l'argent des riches, il a des roublardises de chevalier de sacristie. Et à défaut de ces ressources malheureusement recueillies qu'il se donne les gants de la générosité, il donne tout ce qu'il a ! Ouais, a-t-il, oui ou non, toujours la petite maison où il fait bon vivre, avec le petit jardin où il dégage quelquefois, le saint homme ! sarcler de sa propre main ! Et pour le servir, il a une gouvernante ! Il n'est pas bien riche, soit. Mais quels efforts fait-il ? A quoi se tendent ses muscles, à quelle besogne s'efforçent son cerveau ? C'est un fonctionnaire quelconque qui a le pain assuré, avec un retrait au bout.
Sauf l'espérance qu'inspire un métier de dupes, quel ouvrier ne changerait sa condition contre la sienne ?

Et plat et bas et quémandeur !

Pas seulement pour les autres, allez !
Devant mesdames du château ou les Rességuiers de l'usine, il est humble, flatteur, à ventre étalé. Quiconque a un nom une place, une importance quelconque est sacré. Et on le cajole, on l'invoite à dîner, à faire la partie de whist. A voir M. le curé, c'est un chic, comme d'avoir un chien chinois. Lui sait qu'il peut s'imposer et ne se fait point faute de profiter de ses vanités idiotes. Et le confessionnal bidant — de par ce droit infâme que le catholicisme lui octroie de fouiller dans les consciences et d'en analyser les boues curés, c'est un chic, comme d'avoir un secret de famille, de maître chanteur des amants.
Sa vertu est un leurre. sa personnalité